

**CHRONIQUE
D'UNE ÉLECTION PAS
COMME LES AUTRES**
Par Mhand Kasmi



LA PROBLÉMATIQUE DU FICHIER NATIONAL ÉLECTORAL

Entre la main lourde précoce du FIS et les aveux tardifs de Zerhouni

La clé de voûte fondamentale de tout processus électoral repose sur l'existence d'un support matériel qualitatif et adéquat, une collection organisée d'informations de même nature regroupées en une unité indépendante de traitement se rapportant au corps électoral et aux électeurs : le fichier électoral. L'absence de ce moyen moderne de gestion de consultations électorales de plus en plus complexes politiquement et techniquement et d'un consensus minimum sur sa fiabilité a de tous temps constitué un facteur de pollution politique supplémentaire des scènes électorales, déjà fort encombrées de fausses polémiques dans nos pays, qui s'essayaient au dur apprentissage démocratique.

En Tunisie, les récentes élections de l'Assemblée constituante ont été reportées une première fois à cause justement du fichier électoral qui n'était pas dûment révisé. Au Sénégal, deuxième exemple d'élections organisées en 2012 dans notre sphère géopolitique, le fichier électoral utilisé pour l'élection présidentielle, dont le deuxième tour vient de délivrer le secret de ses résultats, le fichier électoral a fait l'objet en 2010 d'un audit international qui a conclu à sa fiabilité fondamentale. C'est peut-être pour cette raison que les partis politiques algériens ont accentué, au cours de la période qui a suivi la convocation du corps électoral pour les prochaines élections législatives du 10 mai prochain, leurs pressions multiples sur les services du ministère de l'Intérieur chargés de l'organisation des élections, afin d'obtenir une révision réellement «exceptionnelle» des listes du fichier électoral.

Pour le Parti des travailleurs (PT), «les partis ont le droit de consulter les fichiers électoraux». «Le ministère de l'Intérieur n'a pas à leur en interdire l'accès», affirme le porte-parole du PT, Djelloul Djoudi. «Nous proposons dans ce cadre, ajoute-t-il, une double révision ordinaire du fichier électoral pour un meilleur assainissement.» M. Djoudi indique que «la participation des partis politiques à l'élaboration du fichier électoral est plus que recommandée et ce, des mois avant un scrutin». «Présentement, les délais ne sont pas suffisants», estime-t-il. Le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) va plus loin ; il propose carrément «l'assainissement du fichier électoral par des institutions indépendantes et internationales, sans la participation du ministère de l'Intérieur». Pour l'actuel patron du RCD, Mohcine Belabès, «seule une organisation autonome en gestion et en financement peut aboutir à l'assainissement du fichier électoral d'une manière fiable et crédible». Selon ce dernier responsable, «10% des électeurs sont virtuels. Des gens sont inscrits dans plusieurs communes, des personnes décédées ne sont pas radiées, et dans des communes, on s'aperçoit qu'il y a de faux noms. L'assistance et la surveillance internationales restent les seules solutions pour garantir des élections transparentes». Seul le Front de libération nationale (FLN) pense que «l'opposition, faute d'argument, focalise son discours sur la non-fiabilité du fichier électoral pour crier, dès le lendemain d'un scrutin, à la fraude». Pourtant, quand nous continuons à enregistrer des déclarations



Nouredine Zerhouni.

telles que celles dont s'est fendu à dix jours d'intervalle le premier responsable du département ministériel chargé de la gestion du fichier électoral, le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, Nouredine Yazid Zerhouni en 2002, nous sommes enclins à corroborer les propos du tout nouveau secrétaire général du RCD actuel. En effet, et dans une conférence de presse organisée le 10 septembre 2002, faisant le point des préparatifs des élections législatives de 2002, Zerhouni déclarait : «Le fichier électoral comportait 85 497 doubles électeurs ou multiples inscriptions qui ont été radiés à l'occasion de l'assainissement des listes électorales !...» Moins d'un mois plus tard et dans un point de presse face aux caméras de Canal Algérie, le même ministre enfonça davantage le clou en déclarant : «15% environ des femmes ont changé de résidence et un nombre important de décès n'ont pas été radiés du fichier électoral...» Oser porter à la connaissance de l'opinion publique en 2002 après 8 consultations électorales organisées en moins de 7 ans (1995-2002) à la suite de la reprise du processus électoral interrompu en 1991, que le fichier électoral était dans cet état de délabrement, a effectivement de quoi faire douter plus d'un sur le niveau de fiabilité de ce fichier. Quand on sait que le ministère de l'Intérieur s'est doté, dès 1995, de puissants moyens informatiques capables de détecter en un seul clic de souris tous les doubles électeurs du fichier national et de les radier avec la même rapidité que la manœuvre de souris qui les a identifiés, la première grosse question qui nous taraude l'esprit est la suivante : existe-t-il un fichier électoral national unique centralisé et informatisé ? Pour avoir assisté personnellement dans ma vie professionnelle antérieure à plusieurs réunions de préparation d'élections au niveau du ministère de l'Intérieur, je puis affirmer de la manière la plus catégorique que ce fichier-là n'existait pas avant 1997. Depuis, motus et bouche cousue ! Jusqu'à cette date, ce qui faisait en fait fonction de fichier électoral national était composé d'un assemblage hétéroclite de sous-fichiers de wilayas dont certains étaient carrément domiciliés dans des centres informatiques privés. Le plus consistant en volume de données de ces fichiers était celui de la wilaya d'Alger, informatisé en 1984 et confié à une entreprise de wilaya, l'EIWA. L'analyse succincte de son contenu nous donnera



Abassi Madani.

de précieuses indications sur la manière dont il a été constitué et surtout de la légèreté avec laquelle il a été livré à une certaine époque (1990-1992) aux manipulations partisans du parti dissous, qui préparait à sa façon les élections législatives décisives pour sa conquête du pouvoir de 1991. En comprenant ce qui s'est passé à Alger, le lecteur déduira de lui-même les situations bancales ayant caractérisé les données des fichiers électoraux de certaines wilayas qui n'ont, circonstances aggravantes, pas fait l'objet en leur temps du même effort d'assainissement radical que celui de la wilaya d'Alger.

L'exemple significatif du fichier électoral de la wilaya d'Alger

Constitué au rythme des additions et couches de données successives des différentes élections organisées à l'ère du parti unique, le fichier électoral de la wilaya d'Alger était jusqu'en 2000 un vieux et décalé système informatique datant de l'époque où il fallait mettre une blouse blanche pour accéder à son système nerveux central. Avant 1990, l'actualisation, l'assainissement et la conformité de ce fichier avec la réalité démographique du corps électoral n'avaient jamais posé problème, en raison, comme nous l'avons signalé dans l'une de nos précédentes chroniques, du peu d'intérêt qu'accordait le parti-Etat FLN à la production et au traitement de la statistique électorale. A partir de 1990, date de la première élection pluraliste qui a vu le FIS prendre la tête de la quasi-totalité des APC de la wilaya, cet instrument de gestion de consultations électorales a commencé à être projeté au cœur d'un débat public aux interlocuteurs multiples : presse, opinion publique, partis. Au lieu de corriger les insuffisances évidentes de ce fichier qui était subitement devenu un enjeu démocratique de taille pour les batailles ayant valeur symbolique qui avaient pour théâtre la capitale du pays, le parti dissous a procédé à l'échelon de base de confection de ce fichier (les communes qui étaient entre ses mains) à des opérations en inscription et radiations d'électeurs qui n'obéissaient qu'à une seule logique : préparer de la façon la plus minutieuse possible ces fichiers à participer à la victoire du parti aux législatives de décembre 1991. Les conséquences furent particulièrement

désastreuses, notamment pour les citoyens qui ne partageaient pas le programme électoral de ce parti. Le châtiment infligé à ces derniers : une radiation en douce, tout simplement ! Tout le monde se souvient encore des milliers de personnes qui ne trouvaient pas leurs noms sur les listes électorales le jour des élections du 26 décembre et qui erraient d'un bureau de vote à un autre à la recherche désespérée du centre de vote pouvant abriter leur acte électoral ; tout le monde a également remarqué que ces citoyens spoliés de leurs droits électoraux n'ont jamais porté le kamis et pour des centaines d'entre eux, ne le porteront probablement jamais. Il aura fallu attendre les lendemains de l'arrêt du processus électoral, entre la fin de l'année 1993 et 1994, pour engager une salvatrice opération d'assainissement d'envergure pour venir à bout de ce bourrage éhonté dont le fichier électoral d'Alger garde aujourd'hui encore les traces «géologiques». Pour avoir une idée de l'ampleur de cette opération de compression illégale du fichier de la wilaya d'Alger, nous donnons ci-après les chiffres les plus significatifs, extraits d'un rapport d'un document interne de la wilaya d'Alger que nous avons en notre possession⁽¹⁾ : «Doubles et multiples inscrits radiés : 29 106 ; cartes d'électeurs radiés dont les titulaires étaient inconnus : 42 073 ; révision annuelle ordinaire : 8 222 ; total 79 401.» Ce chiffre représentait à lui seul plus de 7% du corps électoral total de la wilaya d'Alger qui était à fin 1993, c'est-à-dire avant les opérations d'assainissement que nous venons de citer, de 1 062 803.

S'agissant de militants de la cause du FIS, ce chiffre représente également 10% des voix exprimées en faveur du FIS. Quand on sait par ailleurs que le taux de participation à Alger, en 1991, était de 61,01% et que la «victoire» du FIS a été officiellement créditée d'une large majorité de 56,11%, une simple opération arithmétique aurait fait fondre le mirifique score électoral de ce parti de 347 698 à 268 297, c'est-à-dire largement en deçà de la barre de la majorité (43,30 %) ! Un score exorcisé a posteriori des fantômes des faux électeurs et des doubles et multiples inscrits, bien sûr !

Au moment d'achever la rédaction de cette chronique, nous apprenons que l'INSEE (centre de recherche), qui gère pour le compte de l'Etat le fichier électoral français, vient de mettre en ligne sur Internet le fichier qui permettra à tous les français électeurs ou non de se livrer à une opération de contrôle sans limites dans le cadre de la future élection présidentielle française et que nous en sommes encore sous nos latitudes à discuter de la question de savoir si les représentants des partis peuvent accéder au terminaux informatiques du ministère de l'Intérieur, nous nous rendons compte que la transparence du fichier électoral national sans doublons et sans fantômes n'est pas pour demain, malheureusement !

K. M.

(1) Rapport final d'évaluation des préparatifs et du déroulement de l'élection présidentielle du 16 novembre 1996, wilaya d'Alger, novembre 1996, 141 pages.

Photo : Samir Sid

Photo : DF